

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

**DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE
ET DU FINANCEMENT**



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté - Patrie

RAPPORT ANNUEL DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DECEMBRE 2024



Mars 2025

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES	2
SIGLES ET ACRONYMES	3
Introduction	4
I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	4
II- EVOLUTION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PUBLIQUES	5
A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt	5
1- Evolution de l'économie	5
2- Evolution des taux d'intérêt	6
III- POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT EN 2024.....	9
A- Financements extérieurs.....	9
1- Nouveaux engagements extérieurs.....	9
2- Etat de mise en œuvre du plan de financement 2024	10
B - Financements intérieurs : Emission des titres publics à fin décembre 2024	11
IV. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE	12
A. Dette publique intérieure.....	14
B. Dette publique extérieure	14
1 - Situation de la dette extérieure à fin 2024.....	14
2 - Composition de la dette extérieure.....	15
V – INDICATEURS DE COUT ET DE RISQUES DU PORTEFEUILLE.....	18
A. Le coût du portefeuille de la dette existante.....	19
B. Les risques liés au portefeuille de la dette existante.....	19
1. Le risque de refinancement	19
2. Le risque de taux d'intérêt	20
3. Le risque de taux de change	20
VI- DETTE GARANTIE PAR L'ETAT	21
VII- ACTIVITES DU COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP)	21
A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique.....	21
B- Orientation de la stratégie de gestion de la dette publique.....	22
VIII- RESUME DES NOTATIONS FINANCIERES	22
Conclusion.....	23

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions des OAT de l'Etat togolais par adjudication en 2024.....	8
Tableau 2 : Répartition des engagements extérieurs signés par type de créancier en	9
Tableau 3 : Exécution du plan de financement 2024.....	10
Tableau 5 : Situation de la dette de 2020 à 2024 en milliards de FCFA.....	13
Tableau 6 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2024	15
Tableau 7 : Caractéristiques et encours de la dette bilatérale au 31 décembre 2024	16
Tableau 8 : Caractéristiques et encours de la dette multilatérale au 31 décembre 2024.....	16
Tableau 9 : Caractéristiques et encours de la dette commerciale au 31 décembre 2024.....	17
Tableau 10 : Indicateurs de coût et de risques de la dette publique à fin décembre 2024	18
Tableau 11 : Situation des garanties en 2024 par l'Etat en milliard de FCFA.....	21

LISTE DES FIGURES

Figure 2: Courbe de rendement du Togo au 30 décembre 2024 sur le marché primaire	9
Figure 3: Répartition par secteur de financements extérieurs obtenus en 2024	10
Figure 4: Evolution des taux de couverture des émissions de titres publics de 2022 à 2024.....	12
Figure 5 : Evolution des émissions de titres publics de 2020 à 2024.....	14
Figure 6 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise à fin 2024.....	15
Figure 7 : Profil d'amortissement de la dette à fin décembre 2024	19

SIGLES ET ACRONYMES

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNY	Yuan renminbi
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DDPF	Direction de la Dette Publique et du Financement
DGEAE	Direction Générale des Etudes et de l'Analyse Economique
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAD	Fonds Africain de Développement
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FED	Réserve Fédérale des Etats Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FSN	Fonds Spécial du Nigéria
FMI	Fonds Monétaire International
EUR	Euro
IDA	Association Internationale de Développement
IDI	Dinar Islamique
MUFG	Mitsubishi UFJ Financial Group
OPEC	Organisation de l'OPEP pour le Développement International
OTR	Office Togolais des Recettes
Pbs	Point de base
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'Investissements Public
UCF	Unité de Compte FAD
USD	Dollar des Etats Unis
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
INAM	Institut National d'Assurance Maladie
MIFA	Mécanisme Incitatif de Financement Agricole

Introduction

Le présent rapport témoigne de la volonté des autorités togolaises de poursuivre les réformes engagées ces dernières années pour renforcer la transparence dans la gestion de la dette publique conformément aux bonnes pratiques internationales.

Ledit rapport rend compte de la mise en œuvre de la stratégie d'endettement, la ventilation de la dette publique par devise, par structure d'échéance et par structure de taux d'intérêt ainsi que la situation des ressources mobilisées.

Il s'articule autour des points ci-après :

- les objectifs de la gestion de la dette publique ;
- le contexte macroéconomique et financier ;
- la mise en œuvre de la stratégie d'endettement public de l'année 2024 ;
- la structure de la dette publique à fin décembre 2024;
- les indicateurs de coût et de risques du portefeuille de la dette publique ;
- la dette garantie par l'Etat ;
- les activités du Comité National de la Dette Publique ; et
- la mise en œuvre des réformes.

I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Les objectifs de la gestion de la dette publique au Togo s'alignent sur les standards internationaux et communautaires. Ils visent à (i) assurer les besoins de financement de l'Etat avec un compromis de risques et de coût acceptable et le paiement à temps réel des échéances, (ii) maintenir les indicateurs de viabilité et de soutenabilité de la dette publique en-dessous de la norme communautaire de l'UEMOA et des seuils définis dans le nouveau Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) développé par le FMI et la Banque Mondiale, (iii) promouvoir le marché des titres publics.

II- EVOLUTION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PUBLIQUES

A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt

1- Evolution de l'économie

Malgré conjoncture internationale peu favorable, l'activité économique nationale en 2024 devrait se consolider sous l'effet des différentes mesures de soutien du gouvernement pour renforcer la résilience de l'économie, notamment les actions entreprises pour la mise en œuvre de la FdR qui continueront de contribuer à la stabilité du cadre macroéconomique, à l'amélioration de la gestion des finances publiques, à garantir une croissance inclusive et à renforcer la compétitivité de l'économie nationale. Globalement, l'activité économique devrait s'inscrire à la hausse avec une croissance prévue à 6,3% contre 6,4% en 2023, en lien avec le dynamisme attendu dans tous les secteurs de l'économie. Le dynamisme de l'activité en 2024 serait à la fois soutenu par les secteurs primaire (+4,8%), secondaire (+5,7%) et tertiaire (+7,0%).

Le secteur primaire afficherait une croissance de 4,8% en 2024 contre 6,4% en 2023, en lien entre autres avec les différentes mesures de soutien du gouvernement. Dans ce contexte, les branches « Agriculture » et « Elevage et chasse » verraient leurs activités se renforcer respectivement de 5,0% et 6,0% contre respectivement 6,6% et 5,9% en 2023. La valeur ajoutée de la branche « Sylviculture et exploitation des forêts » progresserait de 4,9% contre 7,2% l'année précédente. La branche « pêche et aquaculture » régresserait de 3,5% en 2024 contre une hausse 3,6% en 2023.

Le secteur secondaire resterait dynamique avec une croissance attendue à 5,7% contre 6,3% en 2023, soit une contribution à la croissance de 1,1 point de pourcentage. Cette évolution serait soutenue par les branches « Fabrication de produits alimentaires » (+6,8%), « Fabrication de boissons » (+6,8%), « Construction » (+5,7%) et « Production et distribution d'électricité et de gaz » (+3,4%). La performance au niveau de la construction serait liée essentiellement aux investissements publics en cours de réalisation dans le cadre de la réhabilitation des routes et l'accélération de l'exécution des grands travaux d'infrastructures agricoles et de construction de pistes rurales.

Le secteur tertiaire devrait également se consolider pour ressortir avec un taux de croissance de 7,0% en 2024 contre 6,6% en 2023 et une contribution à la croissance estimée à 3,5 points de pourcentage. Le dynamisme attendu serait principalement lié aux performances du « Commerce » (+7,9%), des « Activités immobilières » (+8,0%), des « Transports et entreposage » (+4,4%), de l'« Information et communication » (+8,0%) et des « Activités d'administration publique » (+6,5%).

Du côté de la demande, la croissance du PIB serait essentiellement portée par la consommation finale et les investissements. La consommation finale à prix courant se conforterait de 6,0% en 2024 contre 8,1% en 2023. La composante privée devrait augmenter de 6,1% après 8,1% en 2023 et représenterait 86,7% de la consommation totale.

Sur l'année 2024, l'inflation mesurée sur la base de la moyenne de l'Indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) global sur les neuf derniers mois s'établit à 3,0% contre 5,7% un an plus tôt. Le net relâchement de la pression inflationniste est le plus faible observé depuis l'avènement de la crise sanitaire de Covid-19 et le conflit en Ukraine.

L'exécution des opérations financières de l'Etat à fin septembre 2024, comparée à la même période de 2023, est marquée par une augmentation des dépenses plus modérée que celle des recettes. En effet, les ressources mobilisées et les dépenses totales ordonnancées ont progressé respectivement de 2,8% et 0,3% pour s'établir à 755,3 milliards et 1.010,9 milliards. Ainsi, le déficit du solde budgétaire, dons compris, en amélioration, est ressorti à 255,7 milliards, contre un déficit de 273,0 milliards un an plus tôt.

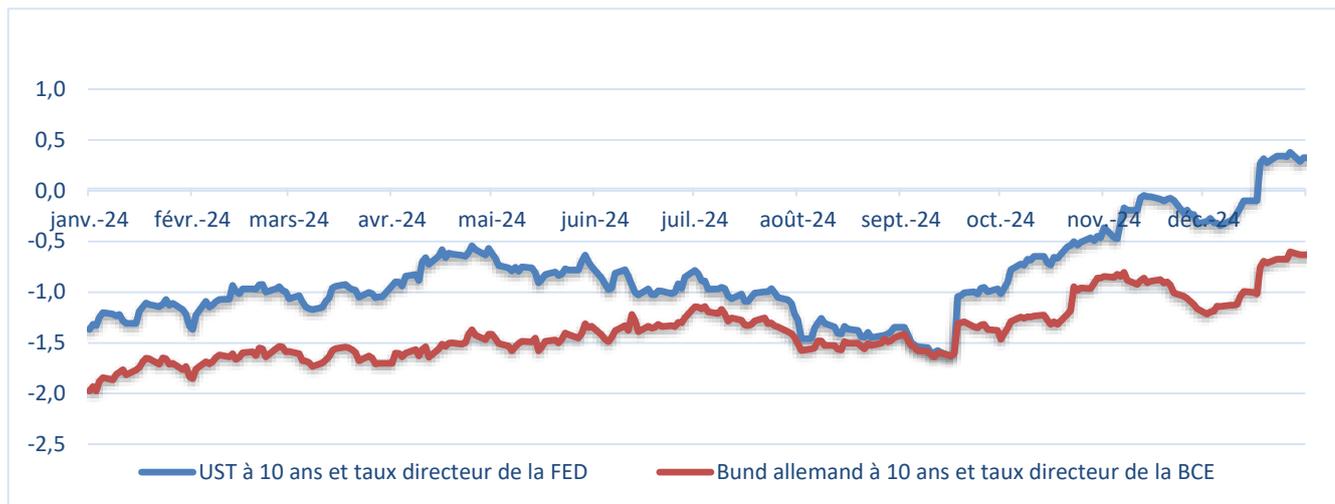
En 2024, les échanges commerciaux du Togo sont caractérisés par une progression de la valeur des exportations et des importations respectivement de 2,1% et 3,5% comparativement à 2023. Les exportations de biens sont évaluées à 872,8 milliards en 2023, et la valeur des importations est de 1 791,3 milliards.

La situation monétaire à fin décembre 2024 laisse apparaître un accroissement de la masse monétaire de 8,9% par rapport à fin décembre 2023. Cette hausse résulte de la consolidation combinée des dépôts transférables (dépôts à vue) de 47,3 milliards et des autres dépôts inclus dans la masse monétaire de 216,7 milliards pour s'établir respectivement à 1.183,1 milliards et 1.434,2 milliards à fin septembre 2024. La circulation fiduciaire a régressé de 15,3 milliards pour se fixer à 413,3 milliards au 30 septembre 2024.

2- Evolution des taux d'intérêt

Les conditions financières internationales sont restées stables au cours de l'année 2024 en dépit de la baisse des taux directeurs entreprises par les banques centrales dans les économies avancées. En effet, compte tenu de l'atténuation globale des pressions inflationnistes observées en 2022 et en 2023, la Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine (Fed) ont entamé en 2024 une baisse des taux directeurs d'un point de pourcentage pour chacune. Néanmoins, ces baisses n'ont pas eu pour effet une baisse mondiale des taux d'intérêt le long de la courbe des taux. La figure ci-contre montre l'évolution des taux directeur de la BCE et de la Fed au cours de l'année 2024.

Figure 1 : Evolution des taux directeur BCE et Fed en 2024



Sources : Bloomberg au 20 mars 2025, Réserve fédérale américaine, Banque centrale européenne

Ces tensions se sont traduites sur les marchés obligataires par une hausse de la prime de risque associée aux obligations souveraines des principales économies avancées. L'écart entre le rendement du Bund allemand à 10 ans et le taux directeur de la BCE a ainsi augmenté de plus de 160 points de base sur l'année, lorsque celui séparant le rendement de l'UST 10 ans du taux directeur de la Fed s'est accru de plus de 130 points de base. Cette tendance s'est accélérée à partir de novembre, en lien avec l'élection présidentielle américaine.

Bien que les perspectives économiques soient globalement favorables, il convient de noter que l'économie mondiale reste fragile et exposée à divers risques notamment celui de nouvelles pressions inflationnistes, en lien avec les tensions politiques et commerciales observées à travers le monde.

Dans l'UEMOA, les perspectives économiques sont sujettes à des risques liés à la dégradation de la situation sécuritaire et socio-politique dans la sous-région. Les conditions de financement des Etats se sont légèrement dégradées par rapport à celles de l'année précédente. La BCEAO a maintenu inchangés ses principaux taux directeurs en vigueur depuis décembre 2023 en lien avec l'évolution de l'inflation. En effet, cette dernière devrait s'inscrire globalement en baisse consécutivement à la baisse des cours mondiaux des produits alimentaires pour s'établir à 2,9% en 2024, après 3,7% en 2023.

L'exécution du calendrier des émissions sur le Marché des Titres Publics (MTP) s'est déroulée dans un contexte marqué par des tensions de liquidité et le renchérissement du coût du financement. Le taux de couverture et le rendement moyen des émissions sur le MTP au 31 décembre 2024 ressortent respectivement à 116,62% et 7,51%, contre 142% et 6,78% sur l'année 2023. La maturité moyenne des émissions est quant à elle restée stable à deux ans un mois au 31 décembre 2024 et sur l'année 2023

Dans ce contexte, le calendrier d'émissions de l'État du Togo sur le marché des titres publics au titre de l'année 2024 affiche un montant total de 600 milliards de FCFA dont 315 milliards de FCFA en bons du Trésor et 285 milliards de FCFA en obligations du Trésor.

Il fait ressortir les évolutions suivantes par rapport à la situation enregistrée au 31 décembre 2023 :

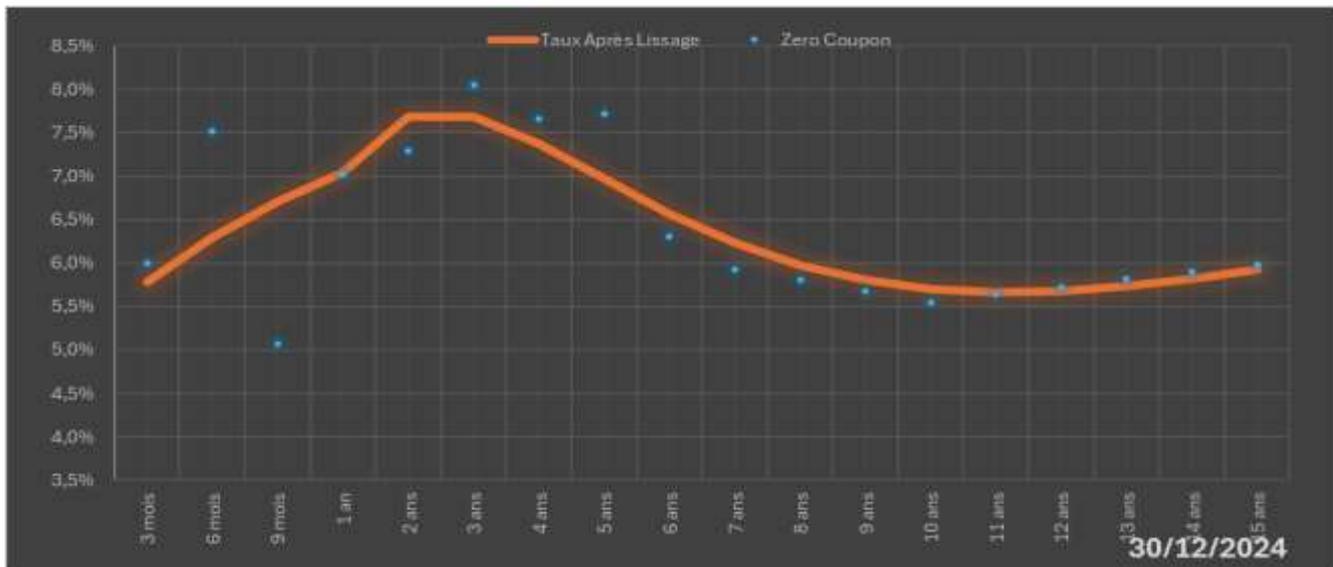
- ✓ un taux de couverture en hausse : le taux de couverture des émissions effectuées par le Togo au 31 décembre 2024 ressort à 140,22%, contre un taux moyen de 116,20% enregistré sur l'ensemble du MTP au cours de la période. Ce taux est en hausse de 6 points de base par rapport au niveau enregistré sur la même période en 2023. En effet, les émissions de l'Etat du Togo au 31 décembre 2023 affichaient un taux de couverture de 133,80% ;
- ✓ un taux de réalisation des émissions en hausse : l'Etat du Togo a retenu 100,40% du montant total mis adjudication sur la période. Ce taux était ressorti à 92% au 31 décembre 2023 ;
- ✓ le renchérissement du coût de financement : Au 31 décembre 2024, les émissions de l'Etat du Togo sur le MTP affichent un rendement moyen pondéré (RMP) plus faible que celui enregistré sur l'ensemble du MTP. En effet, le RMP ressort à 7,42% contre un RMP de 7,51% sur l'ensemble du MTP. Toutefois, il est observé un renchérissement du coût des interventions de l'émetteur par rapport à l'année 2023. En effet, le RMP des émissions de l'Etat du Togo au 31 décembre 2024 a augmenté de 30 pbs en glissement annuel. Cette évolution est essentiellement due au resserrement des conditions de financements sur le MTP au cours de l'année 2024.

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions des OAT de l'Etat togolais par adjudication en 2024

Maturité	2020	2021	2022	2023	2024
3 mois				5,41%	6,67%
6 mois	4,32%	3,08%	2,79%	7,24%	6,84%
12 mois				7,46%	7,62%
3 ans	6,22%	5,53%	5,23%	7,59%	7,82%
5 ans	6,34%	5,74%	5,63%	7,69%	7,63%
7 ans	6,48%	5,97%	5,51%	6,14%	
10 ans	6,50%	6,08%	5,87%	-	
15 ans	-	6,22%	6,19%	-	

Source : UMOA-Titres

Figure 2: Courbe de rendement du Togo au 30 décembre 2024 sur le marché primaire



Source : UMOA-Titres

III- POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT EN 2024

La Stratégie d'endettement à moyen terme 2024-2026 donne une composition préférable du portefeuille de la dette, qui minimise les coûts et risques en tenant compte de divers paramètres, aux premiers rangs desquels la préservation de la soutenabilité de la dette.

A- Financements extérieurs

1- Nouveaux engagements extérieurs

Au titre de l'année 2024, le montant des nouveaux engagements extérieurs du Togo¹ est estimé à 568,88 milliards de FCFA, ventilé par type de créanciers comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Répartition des engagements extérieurs signés par type de créancier en

CREANCIERS	MONTANT DES ENGAGEMENTS SIGNES EN 2024	EN %
BILATERAUX	6,56	1,15
COMMERCIAUX	-	0,00
MULTILATERAUX (y compris la BOAD)	562,32	98,85
TOTAL ENGAGEMENTS EXTERIEURS	568,88	100,00

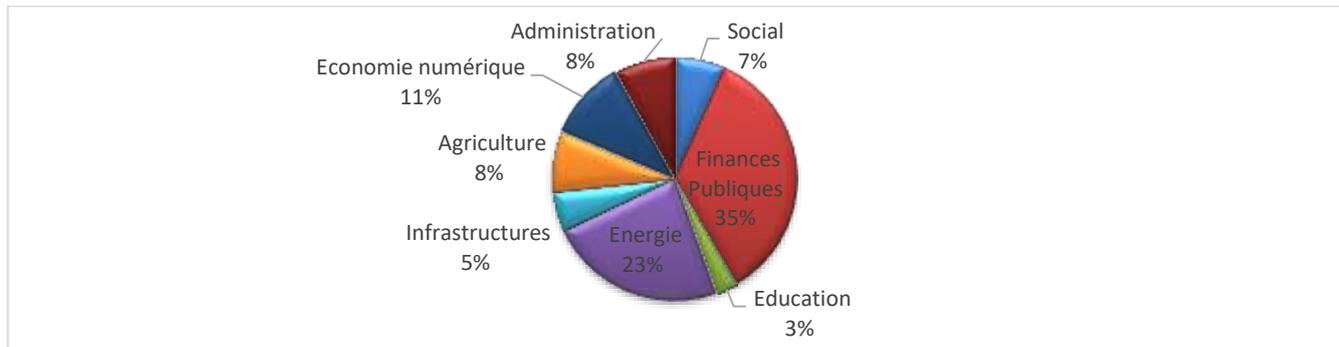
Source : DGTCP

¹ Y compris ceux envers la BOAD, conformément à la classification du FMI

La mobilisation des ressources extérieures en 2024 cadre avec les orientations du document de stratégie d'endettement public 2024-2026 qui vise la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs concessionnels et semi-concessionnels.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des emprunts extérieurs en 2024 par secteur. Il s'agit entre autres de : l'Economie et Finances, l'Environnement, la Santé et l'Eau.

Figure 3: Répartition par secteur de financements extérieurs obtenus en 2024



Source : DGTCP

2- Etat de mise en œuvre du plan de financement 2024

A fin décembre 2024, le montant total décaissé conformément au collectif budgétaire (financements extérieurs et marché régional) se chiffre à 947,83 milliards de FCFA contre une prévision de 907,62 milliards de FCFA. Le plan de financement de 2024 est exécuté à 104,43 %. Le tableau ci-dessous indique le taux d'exécution du plan de financement 2024.

Tableau 3 : Exécution du plan de financement 2024

LIBELLES	Plan de Financement Budget initial 2024	Plan de Financement t LFR 2024	Total des décaissements et des émissions	Taux d'exécution au 31 déc. 2024 (%)	
			jan au 31 déc. 2024		
DETTE EXTERIEURE	Emprunts projets	140,7	157,8	148,9	94,4
	Autres emprunts	147,2	296,7	312,2	105,2
	FMI	79	77	77,5	100,6
	Appui budgétaire Banque Mondiale	60	117,3	117,3	100,0
	BAD	8,2	4	4,1	102,5
	CARGILL	0	98,4	98,4	100,0
	TOTAL EN DEVISE	287,9	454,5	461,1	101,5
DETTE INTERIEURE	TITRE PUBLIC	608	453,1	486,8	107,4
	ADJUDICATION	456	453,1	486,8	107,4
	SYNDICATION	152	0	0	0,0
	TOTAL EN FCFA	608	453,1	486,8	107,4
TOTAL	895,9	907,6	947,8	104,4	

Source : DGTCP

Compte tenu de la tension de liquidité sur le marché financier régional au cours du 1^{er} semestre 2024, le Togo a fait recours à un crédit à court terme auprès de Cargill pour un montant de 150 millions d'euros. Par ailleurs, la Banque Mondiale a revu à la hausse son appui budgétaire qui est passé de 150 à 200 millions d'euros. Tout ceci justifie la déviation du plan de financement initial.

B - Financements intérieurs : Emission des titres publics à fin décembre 2024

En 2024, le Trésor Public a émis des Obligations et Bons du Trésor sur le marché régional de l'UMOA pour un montant total de 650,14 milliards de FCFA. Ce volume prend en compte les émissions de Bon du Trésor réglées pour les opérations de décalage de trésorerie pour un montant de 163,36 milliards de FCFA. Au 31 décembre 2024, les tombées d'échéance de la dette par adjudication de l'Etat du Togo ressortent 481,07 milliards de FCFA contre les émissions totales de 650,14 milliards de FCFA, soit un financement net de 169,06 milliards de FCFA.

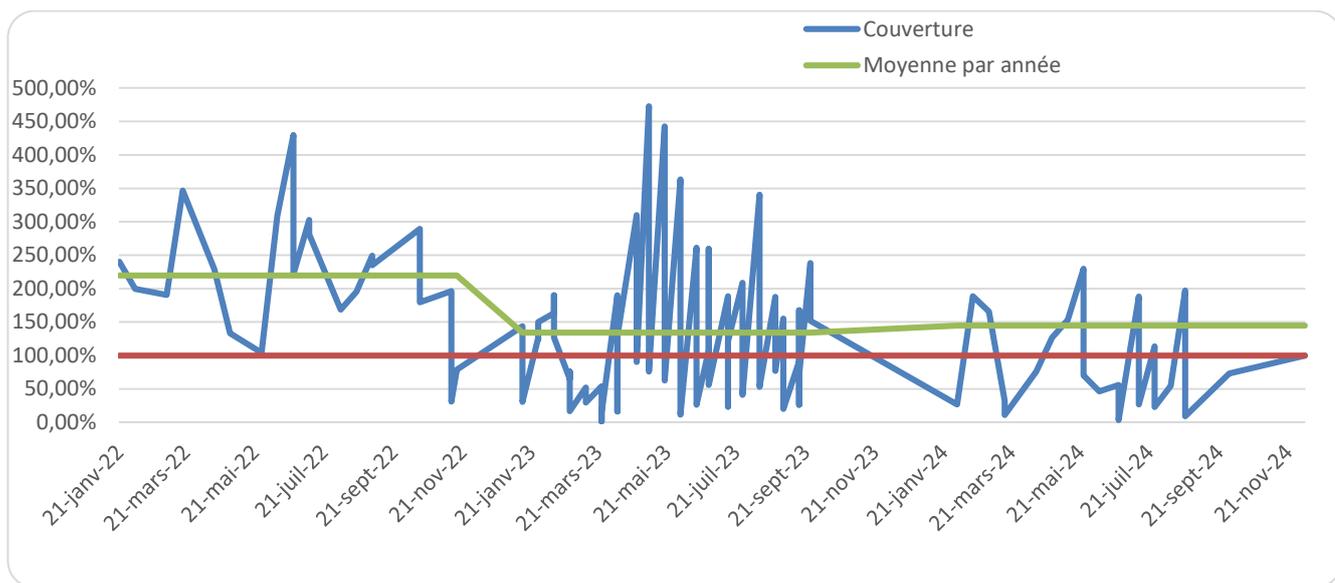
Sur le plan budgétaire, des émissions de 486,77 milliards de FCFA sont réalisées contre une prévision de 453,11 milliards de FCFA. Le programme des émissions de titres publics a été exécuté avec un dépassement de 33,67 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 107,43 % par rapport à la loi de finances rectificatif.

Tout comme en 2023, le Togo s'est financé sur les points de la courbe de taux allant du 3 mois au 5 ans au cours de la période sous revue. En raison du contexte de marché, les émissions restent concentrées sur les courts et moyens termes. Aussi, l'Etat n'a réalisé aucune émission par syndication en 2024.

Bien que le taux de couverture des émissions effectuées par le Togo au 31 décembre 2024 ressort à 140,22%, contre un taux moyen de 116,20% enregistré sur l'ensemble du MTP, les émissions des titres publics sont réalisées dans une situation de liquidité tendue sur le marché financier de l'UMOA. Ceci dénote le relèvement des rendements des émissions dans la sous-région en lien avec la politique de normalisation de la tension inflationniste.

Les taux de couverture sont certes satisfaisants mais moins importants que les exercices antérieurs.

Figure 4: Evolution des taux de couverture des émissions de titres publics de 2022 à 2024



Source : DGTCP

IV. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

La dette publique est constituée de la dette publique directe de l'administration centrale.

A fin décembre 2024, elle se chiffre à 4 217,73 milliards de FCFA, soit 69,16% du PIB. La situation de la dette publique de 2022 à 2024 est résumée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4: Encours de la dette publique de 2022 à 2024 (en milliards de FCFA)

Année	2022			2023			2024		
	Montant	% TOTAL	%PIB	Montant	% TOTAL	%PIB	Montant	% TOTAL	%PIB
Dettes Intérieures	2 041,25	61,16	40,27	2 276,15	61,4	40,92	2 432,56	57,67	39,89
Obligations	1 833,51	54,94	36,17	1 916,63	51,69	34,45	1 926,84	45,68	31,60
Bons du trésor (*)	0	-	0	154,37	4,16	2,77	290,851	6,90	4,77
Allocation DTS	111,72	3,35	2,2	111,72	3,01	2,01	111,72	2,65	1,83
Crédit	54,35	1,63	1,07	51,8	1,4	0,93	61,484	1,46	1,01
Autres comptes à payer	41,67	1,25	0,82	41,67	1,12	0,75	41,67	0,99	0,68
Dettes extérieures	1 296,10	38,84	25,57	1 431,68	38,61	25,74	1 785,17	42,33	29,27
Commerciaux	476,79	14,29	9,41	491,69	13,26	8,84	567,79	13,46	9,31
Bilatéraux	59,71	1,79	1,18	75,97	2,05	1,37	89,72	2,13	1,47
Multilatéraux	759,6	22,76	14,99	864,02	23,3	15,53	1127,66	26,74	18,49
Total dette Etat central	3 337,35	100	65,84	3 707,84	100	66,65	4 217,73	100	69,16

Source : DGTCP

Le taux d'endettement est passé de 66,65% en 2023 à 69,16% en 2024, soit une augmentation de 2,51% sur la période sous revue. Elle s'explique essentiellement par la hausse des dépenses liées à la crise sécuritaire dans la région septentrionale et les mesures sociales pour contrer la vie chère.

Grâce à la consolidation budgétaire entreprise par les autorités togolaises de contenir le déficit budgétaire à 3% du PIB à partir de 2025, la viabilité de la dette publique serait préservée. Le Togo respecte ainsi la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70% en ce qui concerne le taux d'endettement.

Le service de la dette publique totale exécuté au cours de la gestion 2023, se chiffre à 797,19 milliards de FCFA contre une prévision totale de 541,69 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 101,94%. Ces paiements ont connu une augmentation de 12,91% par rapport à l'année 2023 dont le montant s'élevait à 706,07 milliards de FCFA. Le service de la dette publique payé hors remboursement des Bons du Trésor infra annuels, se décompose comme suit : Principal payé : 399,17 milliards de FCFA ; Intérêts et commissions : 153,02 milliards de FCFA.

Dans le cadre de ce rapport, pour une meilleure analyse budgétaire, le remboursement des bons du Trésor émis au cours l'année (bons infra annuels) pour un montant de 163,362 milliards de FCFA n'a pas été pris en compte dans le service de la dette car étant une opération de décalage de trésorerie.

Tableau 5 : Situation de la dette de 2020 à 2024 en milliards de FCFA

Année	2020	2021	2022	2023	2024
Dette Totale	2 555,45	2 912,48	3 337,36	3 707,84	4 217,73
<i>Dette Extérieure</i>	981,28	1 063,98	1 296,11	1 431,68	1 785,17
<i>Dette Intérieure</i>	1 574,17	1 848,50	2 041,25	2 276,15	2 432,56
Total de Tirages / Emissions	762,30	712,27	786,18	906,05	1 042,11
<i>Dette Extérieure</i>	272,32	55,58	138,18	204,35	411,20
<i>Dette Intérieure</i>	489,98	656,69	648,00	701,70	630,91
Total du Service de la Dette (a + b)	480,87	506,23	504,20	706,07	797,19
<i>Service de la Dette Extérieure</i>	33,25	39,05	107,85	110,97	145,21
<i>Service de la Dette Intérieure</i>	447,62	467,18	396,35	595,09	651,98
Total des remboursements de principal (a)	381,60	406,44	379,78	553,05	622,45
<i>Dette Extérieure</i>	19,35	24,08	84,00	86,75	113,28
<i>Dette Intérieure</i>	362,25	382,36	295,79	466,30	509,17
Total des paiements d'intérêt et commissions (b)	99,27	99,80	124,41	153,02	174,74
<i>Dette Extérieure</i>	13,90	14,98	23,85	24,23	31,93
<i>Dette Intérieure</i>	85,37	84,82	100,56	128,79	142,81

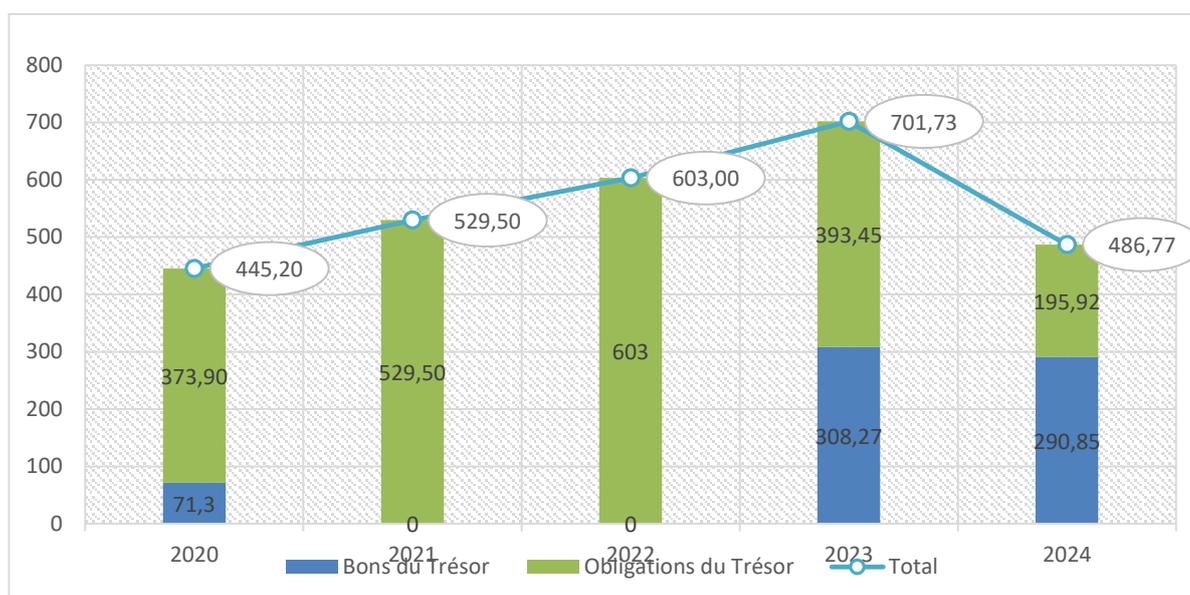
Source : DGTCP

A. Dette publique intérieure

Le stock de la dette intérieure se chiffre à 2 432,56 milliards de FCFA (39,91% du PIB) à fin décembre 2024, soit une diminution de 1,01% par rapport à son niveau à fin 2023 imputable à la hausse de la mobilisation des titres publics.

Sur la période de 2022 à 2024, la mobilisation des titres publics est passée de 445,20 milliards de FCFA en 2020 à 486,77 milliards de FCFA en 2024. Il faut noter que les bons du Trésor infra annuel se chiffrent à 163,362 milliards de FCFA. L'évolution des émissions de titres publics de 2020 à 2024 est présentée par la figure ci-après.

Figure 5 : Evolution des émissions de titres publics de 2020 à 2024



Source : DGTCP

B. Dette publique extérieure

1 - Situation de la dette extérieure à fin 2024

L'encours de la dette extérieure au 31 décembre 2024 se chiffre à 1 785,17 milliards de FCFA (29,27% du PIB) contre 1 431,68 milliards de FCFA (25,74% du PIB) en 2023. Cette variation est la résultante des tirages pour 2411,20 milliards de FCFA, des remboursements pour 113,28 milliards de FCFA, des autres ajustements antérieurs (30,40 milliards de FCFA) et des fluctuations de taux de change (25,16 milliards de FCFA).

Tableau 6 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2024

CREANCIERS	ENCOURS AU 31.12.2023	AUTRES FLUX ANTERIEURS SUR TIRAGES	PRINCIPAL PAYÉS EN 2024	TIRAGES 2024	VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE	ENCOURS AU 31.12.2024
BILATERAUX	75,97	1,80	3,76	12,63	3,08	89,72
COMMERCIAUX	491,69	12,08	63,48	122,42	5,08	567,79
MULTILATERAUX	864,02	16,52	46,04	276,15	17,01	1 127,66
TOTAL	1 431,68	30,40	113,28	411,20	25,16	1 785,17

Sources : DGTCP

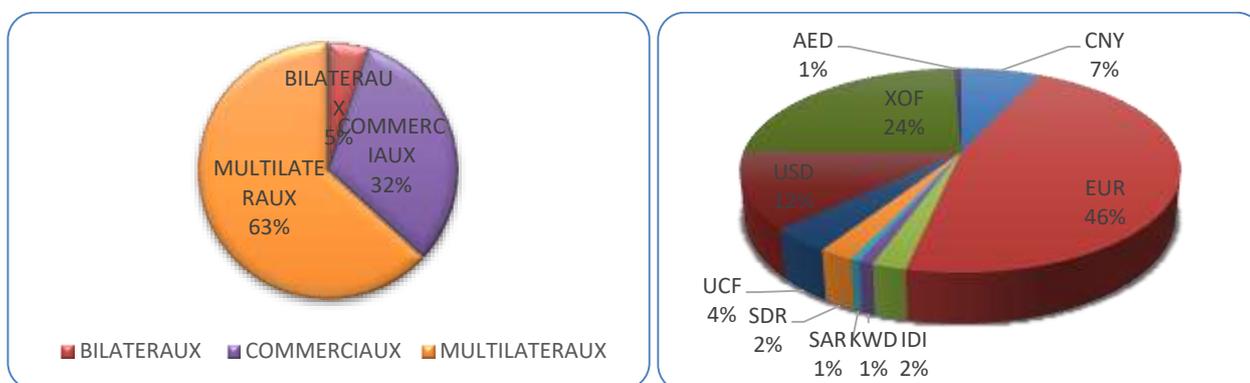
2 - Composition de la dette extérieure

La dette extérieure à fin décembre 2024 représente 42,3 % du portefeuille de la dette publique.

L'encours de la dette extérieure est composé de 63,17% des engagements envers les créanciers multilatéraux, 31,81% envers les commerciaux et de 5,03% envers les bilatéraux.

La décomposition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise est présentée ci-dessous.

Figure 6 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise à fin 2024



Source : DGTCP

L'encours de la dette extérieure est composé de 24% de dettes libellées en FCFA et de 46% de dette en Euro, soit 70,77% de dette non fluctuante et 29,23% de dette exposée aux fluctuations de taux de change.

➤ Dette bilatérale

Cette catégorie de dette représente une part relativement faible, soit 5,03% du portefeuille de la dette extérieure.

Les principaux créanciers bilatéraux du Togo sont l'Agence Française de Développement (36,99%) et du Fonds d'Abu Dhabi (27,48%) suivis du Fonds Koweïtien (17,81%) suivi de Fonds Saoudien et la Belgique.

Tableau 7 : Caractéristiques et encours de la dette bilatérale au 31 décembre 2024

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (en milliard de FCFA)	%
AFD	EUR	20	5	1	33,18	36,99
BELGIQUE	EUR	30	11	0	5,83	6,50
FDS SAUDIEN	SAR	25	5	2	10,07	11,23
FONDS KOWEITIEN	KWD	26	6	2	15,98	17,81
FONDS D'ABU DHABI	AED	20	5	1	24,65	27,48
TOTAL					89,72	100,00

Source : DGTCP

➤ Dette multilatérale

La dette multilatérale se chiffre à 1 127,66 milliards de FCFA et représente le principal type de créancier extérieur, soit 63,17% du portefeuille de la dette extérieure. Les engagements du Gouvernement togolais représentent 42,90% du portefeuille de la dette extérieure pour l'IDA, le contre 22,33% pour le FMI et 15,88% pour la BOAD. Les emprunts multilatéraux se présentent comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Caractéristiques et encours de la dette multilatérale au 31 décembre 2024

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (en milliard de FCFA)	%
BADEA	USD	25	10	1	31,77	2,82
BEI	EURO	22	6	2	8,27	0,73
BID*	USD-IDI	25	7	2	71,73	6,36
BIDC	USD-UCF	26	5	2,75	22,15	1,96
FAD	UCF	40	10	0,75	59,34	5,26
FIDA	SDR-EURO	40	10	0,75	6,86	0,61
FMI	SDR	10	6	0,5	251,79	22,33
IDA	EUR-SDR	36	6	0,75	483,72	42,90
OPEC	USD	20	5	2,25	12,93	1,15
BOAD	XOF	22	7	2,77	179,10	15,88
TOTAL					1 127,66	100,00

NB : Pour la BID, il s'agit des charges administratives

Source : DDTCP

➤ Dette commerciale

La dette commerciale qui s'élève à 567,79 milliards de FCFA occupe la deuxième place du portefeuille de la dette extérieure par type de créancier après les multilatéraux, soit 31,81%. L'Eximbank Chine (36,46%) est le principal créancier, suivi respectivement de CARGILL FINANCIAL (17,33%), de la Société Générale (10,96%) et de Bank of Tokyo-MUFG (10,83%) puis de l'Eximbank Inde (7,7%) pour cette catégorie de dette. Le Togo a également fait recours aux crédits à l'exportation.

Tableau 9 : Caractéristiques et encours de la dette commerciale au 31 décembre 2024

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (milliard de FCFA)	%
ADEX	USD	15	2	5	6,07	1,07
EXIMBANK CHINE	USD - CNY	20	7	2	207,02	36,46
EXIMBANK INDE	USD	22	7	1,75	43,70	7,70
BK OF TOKYO-MUFG	EUR	10	2	4,68	61,47	10,83
SOCIETE GENERALE	EUR	10	2	4,54	62,24	10,96
BANQUE HAPOALIM	EUR	10	3	Euribor 6 mois+0,15%	40,11	7,06
NATIXIS	EUR	12	3	0,38	22,89	4,03
BPI FRANCE	EUR	13	3	2,69	20,96	3,69
UNICREDIT BANK	EUR	13	3	4,355	4,93	0,87
CARGILL FINANCIAL	EUR	1	0	Euribor 6 mois+3,85%	98,39	17,33
TOTAL					567,79	100,00

Source : DGTCP

V – INDICATEURS DE CÔUT ET DE RISQUES DU PORTEFEUILLE

Les indicateurs de coût et risques ont été calculés sur le portefeuille de la dette publique à fin décembre 2023.

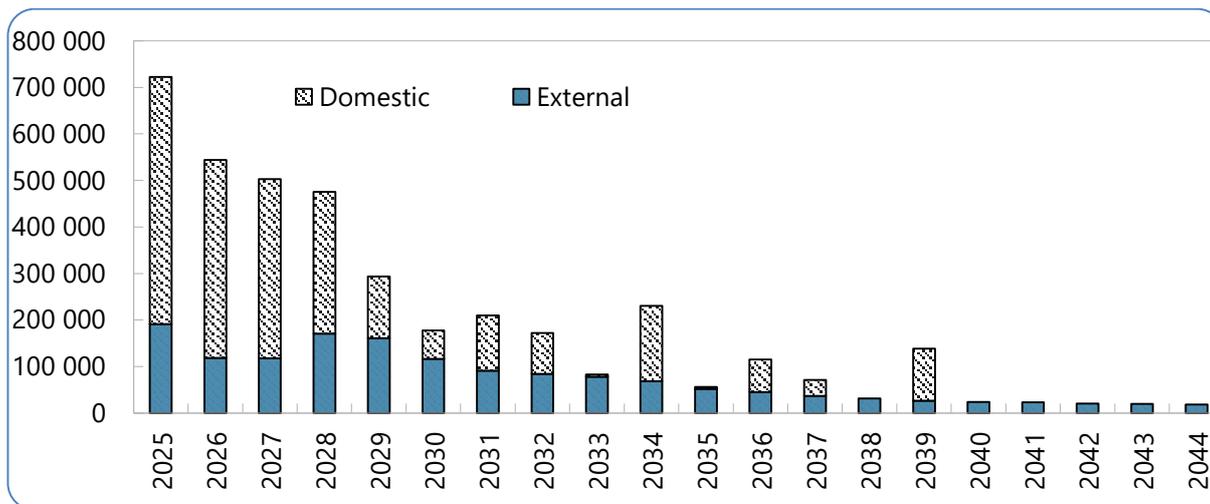
Tableau 10 : Indicateurs de coût et de risques de la dette publique à fin décembre 2024

Indicateurs de coût et risques		Dette extérieure			Dette intérieure			Dette totale		
		2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Montant (en milliard de FCFA)		1 296,11	1 431,68	1 785,17	2 041,24	2 276,15	2 432,56	3 337,35	3 707,84	4 217,73
Montant (en million d'USD)		2 107,49	2 331,65	2 916,90	3 319,11	3 706,97	3 974,71	5 426,60	6 038,62	6 891,61
Dette nominale en % du PIB		25,57	25,74	27,27	40,27	40,92	39,89	65,84	66,65	69,16
VAN en % PIB		20,05	19,97	21,78	40,92	41,14	39,89	60	59,6	61,67
Coût de la dette	Intérêts payés (% PIB)	0,42	0,39	0,62	2,31	2,14	2,14	2,73	2,53	2,76
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,65	1,52	2,12	5,73	5,22	5,73	4,15	3,79	4,14
Risque de refinancement	ATM (année) : Maturité moyenne du portefeuille	8,25	8,93	10,28	5,64	4,88	4,02	6,66	6,45	6,67
	Dette échéant dans un (1) an (% de la dette totale)	6,62	7,56	10,69	15,48	15,13	21,83	12,02	12,2	17,10
	Dette échéant dans un (1) an mois (% PIB)	1,71	1,96	3,14	6,23	6,19	8,71	7,94	8,15	11,85
Risque de taux d'intérêt	ATR : Temps moyen jusqu'à refixation (année)	8,22	8,9	10,04	5,64	4,87	4,02	6,64	6,43	6,57
	Refixation dans un (1) an (% de la dette total)	7,05	7,96	14,48	15,48	15,45	21,83	12,19	12,54	18,71
	Dette à taux fixe y compris Bons du Trésor (% de la dette total)	99,53	99,58	95,94	100	100	100,00	99,82	99,84	98,28
	Bons du Trésor en % de la dette totale	0	0	0	0	7,1	11,96	0	4,35	6,89
Risque de taux de change	Dette extérieure en % de la dette totale							38,84	38,61	42,33
Notes:	Part de la dette totale à devises fluctuantes							16,5	13,75	12,89

Source : CNDP

Le profil d'amortissement de la dette montre que le portefeuille de la dette est exposé à un risque de refinancement compte tenu de la maturité résiduelle relativement courte des emprunts de la dette intérieure. La figure ci-dessous indique une concentration des échéances de la dette intérieure sur les trois prochaines années qui pourrait générer des pressions de refinancement.

Figure 7 : Profil d'amortissement de la dette à fin décembre 2024



Source : CNDP

A. Le coût du portefeuille de la dette existante

Le coût du portefeuille de la dette est analysé à travers le taux d'intérêt implicite. Il ressort à 4,14 % à fin décembre 2024 contre 3,79 % à fin décembre 2023. Cette hausse du taux d'intérêt implicite s'explique par le renchérissement des taux sur le marché des titres et la mobilisation des prêts commerciaux. La dette intérieure, dominée par les titres publics, coûte en moyenne 5,73% contre 2,12% pour la dette extérieure. La réduction du coût de la dette dépendra de la capacité de l'Etat à mobiliser les ressources concessionnelles sur le long terme.

La charge d'intérêt représente 2,76 % du PIB. Elle est de 2,14 % du PIB pour la dette intérieure contre 0,62% du PIB pour la dette extérieure.

B. Les risques liés au portefeuille de la dette existante

1. Le risque de refinancement

Le risque de refinancement est mesuré à travers trois indicateurs :

- ✓ la maturité moyenne du portefeuille ;
- ✓ la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage du PIB ; et
- ✓ la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage de la dette totale.

La maturité moyenne de l'ensemble du portefeuille ressort à 6,67 ans à fin décembre 2024 contre 6,45 ans à fin décembre 2023. Cette hausse est due aux décaissements auprès des créanciers multilatéraux, au cours de l'année 2024. Cet indicateur est influencé négativement par la dette intérieure ayant une maturité

moyenne de 4,02 ans en 2024 contre 4,88 ans en 2023. La maturité moyenne de la dette extérieure, quant à elle, ressort à 10,28 ans tiré par des prêts de maturité de 50 ans contractés auprès de la Banque Mondiale.

La part de la dette qui arrive à échéance au 31 décembre 2025 représente 17,10% de l'ensemble du portefeuille de la dette, soit 11,85% du PIB. La part de la dette intérieure qui arrive à échéance au 31 décembre 2025 est de 21,83% contre 10,69% pour la dette extérieure.

2. Le risque de taux d'intérêt

Le risque de refixation ou de taux d'intérêt est mesuré à l'aide de trois (3) indicateurs :

- a. la durée moyenne jusqu'à révision du taux ;
- b. la dette à réviser dans un délai d'un an ou moins ; et
- c. la dette à taux variable.

Le temps moyen de l'ensemble du portefeuille jusqu'à la révision des taux est de 6,57 ans. Cet indicateur relativement faible est influencé par la dette intérieure ayant un temps moyen de 4,02 ans. Le temps moyen de la dette extérieure est de 10,04 ans.

L'encours de la dette dont le taux est révisé au 31 décembre 2025 représente 18,71% contre 12,54% de la dette totale à fin décembre 2024. Cette dette qui arrive à échéance sur la période doit toutefois être refinancée à de nouvelles conditions financières du marché, ce qui expose le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. C'est le cas notamment de 21,83% de la dette intérieure à fin 2024.

Le niveau de la dette à taux variable dans le portefeuille est négligeable (1,71%), ce qui réduit l'exposition du portefeuille aux fluctuations des taux d'intérêts.

3. Le risque de taux de change

Au vu de la composition de l'encours, la dette publique est moins exposée au risque de taux de change. En effet, il est composé de 67,95% de dettes libellées en FCFA et 19,68% en Euro.

Le portefeuille de la dette extérieure (42,33% de la dette totale) est tout de même influencé par les fluctuations de certaines devises majeures dont les proportions sont : 12,13% pour le dollar US et 6,88% pour le yuan renminbi (CNY). On note une proportion non négligeable de la dette extérieure libellée en Euro (46,49%) dont la parité est fixe vis-à-vis du FCFA. Les concours du FMI en DTS et les décaissements en UCF représentent 6,0% de la dette extérieure.

VI- DETTE GARANTIE PAR L'ETAT

Le montant total des garanties accordées par l'Etat se chiffre à 41,63 milliards de FCFA au 31 décembre 2024, soit 0,68% du PIB. Ces garanties ont été essentiellement accordées pour la réalisation des projets dans les secteurs de l'agriculture et de la santé. L'encours des garanties représente 0,23% du PIB à fin décembre 2023.

Tableau 11 : Situation des garanties en 2024 par l'Etat en milliard de FCFA

BENEFICIAIRE	PROJET	MONTANT GARANTI	ENCOURS AU 31/12/2024
MIFA S.A pour le compte des banques locales	Financement des acteurs de la chaîne de valeur agricole	17,3	0,63
INAM pour le compte de Banco Santander SA	Construction d'un hôpital et quatre centres de santé de soins mères/enfants au Togo	24,33	13,45
TOTAL		41,63	14,08
PIB		6 098,36	
TAUX (%)		0,68	0,23

Source : DGTCP

VII- ACTIVITES DU COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP)

Les activités du CNDP au titre de l'année 2024 s'articulent autour des points suivants :

A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique

La Commission Technique du CNDP a procédé à l'Analyse de viabilité de la dette publique (AVD) du Togo sur la période 2024-2044 avec les données macroéconomiques de fin 2024, les données de la dette publique à fin décembre 2024 et leurs projections sur les vingt (20) prochaines années.

A fin 2024, la note de l'Indice Composite (IC) attribuée au Togo dans le nouveau cadre révisé de viabilité de la dette (CVD) est de 2,85 le classant ainsi parmi les pays qui ont une capacité d'endettement moyenne.

Les résultats issus de l'AVD révèlent que la dette extérieure présente à court et moyen termes, un risque de surendettement modéré. Il ressort également que les indicateurs d'endettlements extérieurs sont en deçà des normes requises dans le scénario de référence. Les ratios se dégradent en cas de choc sur l'activité économique.

Au regard des résultats obtenus, la dette totale (dette extérieure et dette intérieure) présente un risque de surendettement élevé.

B- Orientation de la stratégie de gestion de la dette publique

La stratégie optimale permet d'allonger la maturité du portefeuille en passant de 6,67 ans en 2024 à 8,1 ans à fin 2026. Le taux d'intérêt implicite du portefeuille se situerait à 4,4% à fin 2026 contre 4,0% à fin 2024. La dette extérieure représenterait 54,9% du portefeuille en 2026 contre 42,3% en 2024. Elle met l'accent sur la possibilité d'une gestion plus active des titres (rachat, échange).

C - Dossiers spécifiques examinés par le CNDP

Le Comité technique de la dette publique, a, au titre de ses attributions, conduit les différentes négociations qui ont abouti à la signature des accords de financement. Il a aussi procédé à l'examen des dossiers de requêtes de financement et des dossiers de demandes de prorogation de la date limite de décaissement des ressources de prêts et de dons.

VIII- RESUME DES NOTATIONS FINANCIERES

Le Togo s'est engagé depuis 2019 dans un processus de notation financière. Il est noté en monnaie locale par Blomfield et en devises par deux agences de notation financière internationale, à savoir Standard and Poor's (S&P) » et « Moody's ».

A- Le rapport du 13 septembre 2024 de **S&P** a amélioré le rating du Togo. Cette note est passée de perspective « Stable » à « **Positive** ». Cette amélioration de la note résulte des facteurs suivant :

- ✓ une croissance réelle en 2023 et à moyen terme très dynamique ;
- ✓ une trajectoire de consolidation budgétaire visant un déficit à 3% en 2025 ;
- ✓ une résorption en cours de certains déséquilibres extérieurs.

B- Le rapport de **Moody's** du 27 septembre 2024 indique une révision de la note du Togo de perspective « Négative » à perspective « Stable ». Cette note est motivée par :

- ✓ une croissance économique robuste et régulière au cours des dernières années, qui devrait se poursuivre ;
- ✓ l'assainissement budgétaire, associé au programme du FMI, qui devrait probablement favoriser une stabilisation du fardeau de la dette à partir de 2025 et contenir les risques d'une nouvelle crise budgétaire ;

- ✓ l'accès accru aux financements concessionnels extérieurs ce qui permettra de réduire la part des émissions de la dette du marché ;
- ✓ l'adhésion à l'UEMOA offre un ancrage politique et atténue les risques externes.

C- Le dernier rapport de révision de la notation financière du Togo en monnaie nationale effectuée par **Blomfield** date de septembre 2024 et ressort avec une perspective « Stable. Les éléments qui ont contribué à l'amélioration de cette notation sont :

- ✓ une croissance dynamique soutenue par une politique de développement inclusive ;
- ✓ une implication stratégique des populations vulnérables aux défis sécuritaires ;
- ✓ un accroissement des recettes fiscales, soutenu par les performances de recouvrement ;
- ✓ un développement humain à progrès significatif.

Conclusion

A fin décembre 2024, le niveau de dette par rapport au PIB est de 69,2% du PIB. Dans le moyen terme, la trajectoire de la dette se situerait à 60,8% du PIB en 2026 grâce à la consolidation budgétaire pour contenir le déficit budgétaire à l'intérieur de 3% du PIB à l'horizon 2026.

Les efforts vont se poursuivre pour maintenir la dette extérieure à un risque modéré de surendettement avec des marges conséquentes pour absorber les chocs et ramener le risque de surendettement global élevé à un risque de surendettement global modéré en 2026.